

La Wallonie ausculte les comptes des «années Kubla»

Bras armé de l'exécutif wallon, la Sogepa a demandé à des réviseurs d'entreprises d'examiner les comptes de sa filiale FSIH. Elle veut savoir si elle a versé 4 millions de commissions occultes. Si oui, A qui?

PHILIPPE LAWSON

La Sogepa prend les devants et n'entend pas se retrouver face à de mauvaises surprises si d'aventure il devait y en avoir pour elle dans le dossier de l'ancien ministre régional, Serge Kubla (MR). Selon nos informations, les dirigeants du bras financier de la Région wallonne ont mandaté un cabinet de réviseurs d'entreprises pour examiner les comptes 2003 et 2004 de sa filiale FSIH (Foreign strategic investment holding). Ils ont pris cette décision à la suite d'informations publiées dans la presse et qui laissaient entendre que FSIH, filiale à 100% de la Sogepa, aurait versé des commissions occultes à plusieurs bénéficiaires sur des comptes bancaires en Suisse. Ces versements auraient eu lieu fin septembre 2003.

Conclusions fin mars

Les comptes officiels de la Sogepa et de sa filiale durant les deux exercices ont déjà fait l'objet d'une première analyse qui n'a rien révélé. Mais par prudence, les dirigeants du bras financier de la Région wallonne veulent approfondir les choses en passant au crible les comptes de 2003 et de 2004, mais cette fois en mettant en concordance notamment tous les extraits bancaires afin de vérifier toutes les opérations. Les résultats de l'audit sont attendus pour fin mars au plus tard. C'est en 2003, durant le ministère de M. Kubla, ex-ministre de tutelle de la Sogepa, que celle-ci a créé FSIH, dans le but d'injecter de l'argent frais dans les sociétés du groupe Duferco.

Via ces différentes opérations qui n'ont pas été notifiées à la Commission européenne (CE), alors qu'il aurait fallu le faire, la Sogepa est devenue actionnaire de plusieurs sociétés du groupe italo-suisse. Quatre entreprises sont concernées: Duferco Farrell et Duferco US investment corporation aux USA; Duferco participation holding limited (basée sur l'île anglo-normande de Guernesey) et Duferco international trading holding en Suisse.

Alertée sur ces différentes opérations réalisées à son insu, la CE a ouvert en octobre 2013 une enquête pour vérifier si elles sont compatibles avec sa législation sur les aides d'État. Depuis sa création et jusqu'à l'ouverture de l'enquête de l'Europe, FSIH a accordé à Duferco un total de 517 millions d'euros sous la forme de prises de participation, d'augmentation de capital ou encore de prêts. Les investigations de l'Europe sont désormais bouclées. L'exécutif européen n'aurait reçu aucune critique de tiers lésés. FSIH a plutôt perdu de l'argent avec Duferco.

Quid des consultants de Duferco Wallonie?

Pour son exercice clôturé à fin juin 2013, FSIH a acté des réductions de valeur sur ses participations dans diverses sociétés de Duferco pour 167 millions. Elle a clôturé l'exercice avec une perte de 165,74 millions. C'est grâce à une reprise du profit reporté de l'exercice précédent (25,085 millions) qu'elle a réduit la perte (reportée) à 140,7 millions. Le député wallon Frédéric Gillot (PTB) vient de poser une question écrite au ministre wallon de l'Économie, Jean-Claude Marcourt (PS), sur les comptes de FSIH. Par ailleurs, il nous revient que trois Wallons dont O.G., ex-chef de cabinet de Serge Kubla et aujourd'hui directeur à la Sogepa ainsi que L.F., ex-patron de la So-

gepa, représentaient la Région wallonne chez Duferco. Ils ont touché, à titre privé, près de 19.000 euros en 2013 et environ 56.200 euros en 2014 en tant qu'administrateur.

La Sogepa a aussi envoyé un courrier à Duferco Belgium et Duferco Wallonie (la Région en est actionnaire à 49,87%) pour demander une réunion des conseils d'administration. Ses dirigeants veulent savoir si les deux sociétés sont impliquées dans l'affaire de corruption au Congo qui vaut l'inculpation de Serge Kubla et dans laquelle est cité Duferco. Ils veulent aussi les noms des consultants des deux sociétés.

ARRESTATIONS

Le dossier de corruption impliquant Serge Kubla a connu un rebondissement hier. **Sur mandat du juge d'instruction Claise, Antonio Gozzi et Massimo Croci, deux dirigeants de Duferco**, ont été arrêtés hier à Bruxelles pour des supposés faits de **corruption en République démocratique du Congo**. Le groupe italo-suisse a fustigé leur arrestation, **estimant qu'il s'agit d'un moyen de pression inadmissible**. La Sogepa a demandé à des **réviseurs de vérifier si FSIH a versé des commissions occultes** dans ce dossier (lire ci-dessus).

4

millions €

La Sogepa a demandé un audit des comptes de sa filiale FSIH pour savoir si elle a versé 4 millions de commissions occultes.